

Les couturières

Pendant le XIX^e et une grande partie du XX^e siècle, couturière est le métier féminin par excellence en Europe occidentale : une continuité remarquable, alors que les gestes de travail ont été modifiés par la machine à coudre. Cette assignation de genre particulièrement forte pèse sur l'histoire des luttes sociales autour de la couture et a inspiré une riche historiographie depuis les années 1980.

Le métier féminin par excellence

Dans les années 1840, la figure de la couturière urbaine, jeune et jolie, devient omniprésente dans la presse, le roman, la chanson et la peinture à sujet social en France et en Angleterre. En France, c'est la « grisette » ou Mimi Pinson (du nom d'un poème de 1845 d'Alfred de Musset), puis la « midinette » en 1890 (parce qu'à midi, elle « fait la dînette » à l'extérieur). C'est une ouvrière de la haute couture, qui court les rues, du quartier populaire où elle habite aux beaux quartiers où elle travaille. Elle est coquette, un peu naïve, menacée par la séduction d'étudiants ou la tentation du luxe, pouvant mener à la prostitution [Albert, 2013]. Mais c'est une figure joyeuse, loin du misérabilisme qui caractérise les clichés sur les couturières anglaises. Un poème de 1843 de Thomas Hood, *The Song of the Shirt* (le chant de la chemise), donne lieu à des centaines de variantes dans tous les arts (jusqu'au cinéma). Il raconte l'histoire d'une veuve qui, pour nourrir ses enfants, doit mettre en gage la chemise qu'elle vient de coudre. Il insiste donc sur la faim, la saleté du logement, les longues heures de travail, bref l'exploitation liée au travail à domicile, et est associée à une iconographie du martyr. La couturière anglaise reste, jusqu'à la Première Guerre mondiale, une figure de victime [Edelstein, 1980].

Les tailleurs sont plus rares dans la production artistique de la période : « l'aiguille » et ses métiers correspondants ont acquis une connotation féminine. Cela n'a pas toujours été le cas. Dans beaucoup de villes européennes, les corporations masculines de tailleurs avaient essayé d'exclure les couturières de la direction d'ateliers. Paris et d'autres villes françaises faisaient exception, avec deux corporations non mixtes – les tailleurs s'occupant de fabriquer les vêtements masculins, les couturières les vêtements féminins. Par ailleurs, il était relativement rare que les vêtements soient fabriqués au sein du ménage consommateur [Coffin, 1996].

L'association est donc plus nette, après 1830, entre métiers de la couture et femmes ; les frontières bougent, dans les pratiques aussi. Plus d'hommes travaillent toujours sur les vêtements pour hommes que pour femmes. Mais on trouve plus de femmes en bas de l'échelle de la production pour hommes, plus d'hommes entrepreneurs côté vestiaire féminin. La « haute couture », une nouvelle catégorie qui naît à Paris dans les années 1860, est majoritairement associée à des « grands couturiers », aux côtés de quelques femmes, comme Madeleine Vionnet ou Coco Chanel.

À l'autre bout de l'échelle, il y a de plus en plus de femmes parmi les ouvrières de la couture, et elles sont plus souvent subordonnées à des hommes. Ainsi, à Toulouse, le nombre de couturières (femmes cousant des vêtements de femmes) double entre 1830 et 1872 et celui d'ouvrières de tailleurs décuple, la part des femmes dans ce métier passant de 20 à 70 %. En Grande-Bretagne, la part de femmes dans le *tailoring* passe de 15 à 51 % entre 1851 et 1911. À Pampelune, entre 1843 et 1920, la couture emploie de plus en plus, et de plus en plus des femmes, jeunes et célibataire [Mendiola Gonzalo, 1998, Simonton, 1998].

C'est le métier ouvrier féminin le plus répandu là où il n'y a pas d'autres grandes usines. Vers 1840, il y a déjà dans les villes d'Italie du Nord et centrale autant de couturières que de femmes domestiques, et plus que de tisseuses. En 1851, plus d'un million de femmes en France travaillent dans l'habillement. Plus encore, la couture est le métier manuel le plus souvent appris par les femmes. Elles s'y initient à l'école primaire, dans les premières écoles professionnelles

(en France, les premiers CAP féminins, à partir de 1921, relèvent de la couture) ou, plus souvent, en famille ou en atelier. En 1851, 50 % des apprenties de Poitiers sont « couturières » et, avec les lingères (qui cousaient les sous-vêtements ou les draps), culottières et giletières, on arrive à 90 %. En 1911 à Orléans, 70 % des femmes actives juste avant leur mariage sont couturières, corsetières, giletières ou brodeuses [Prost, 1981]. Bien des femmes ayant appris la couture dans l'entre-deux-guerres puis exercé d'autres activités se disent « couturières » : un métier bien défini et considéré [El Amrani, 2004].

Une histoire de prolétarisation ?

Outre le sous-enregistrement, la difficulté à compter les couturières découle de la diversité de ces noms de métiers, qui reflète celle des situations de travail – en réalité hiérarchisées. En France, les « couturières » sont de plus en plus vues comme supérieures aux « lingères ». En anglais, la *dressmaker*, spécialisée en robes, s'oppose à la simple *seamstress* ; en italien, les *sarte* ou *sartine* (considérées comme qualifiées) ne sont pas des *cucitrice* [Guglielmo, 2010]. Ces dernières sont désignées par le nom de leur outil principal : la machine à coudre.

Il ne faudrait pourtant pas en déduire que l'histoire des couturières de 1830 à 1940 est uniquement une histoire de prolétarisation, ni que celle-ci – bien réelle pour une partie du métier – découle logiquement de la mécanisation [Coffin, 1996, Charpy, 2018]. La couture n'est ni une industrie traditionnelle ni une industrie usinière. Son organisation change radicalement pendant la période, mais reste marquée par la flexibilité d'une activité largement saisonnière et soumise à la mode.

Le premier moteur de la subordination croissante de femmes à des tailleurs est le développement rapide de la confection pour le vêtement masculin. La confection est la fabrication de vêtements de taille standard, par opposition au « sur mesure ». Elle prend de l'ampleur dès le début du XIX^e siècle, voire avant, en Grande-Bretagne et à Marseille par exemple, pour les uniformes militaires et l'exportation vers les colonies. À partir de 1830, elle se développe dans toute l'Europe. Le « sur mesure » reste en revanche le standard de qualité pour le vêtement féminin, les robes en particulier, jusqu'aux premières décennies du XX^e siècle. Mais des produits intermédiaires (chemisiers, tailleurs, manteaux pré-coupés puis adaptés aux mesures de la cliente) sont petit à petit développés, notamment pour la vente dans les grands magasins à partir des années 1860.

Le travail était déjà divisé et hiérarchisé dans la couture avant 1830, au sens où chaque (petit) atelier ne produisait qu'un type de vêtement (robe vs. manteau, chemise, etc.) – une spécialisation qui se maintient pendant toute notre période. La confection accentue, en revanche, la division et la hiérarchisation des tâches, entre dessin et coupe, pré-couture (bâti), couture solide (piqûre) et finitions. Certaines tâches sont dès lors considérées comme faciles à apprendre, sous-payées et séparées géographiquement. La production d'un vêtement peut commencer en Allemagne, continuer en Angleterre et se terminer en France. Surtout, le travail à domicile se développe dans tous les pays au cours du XIX^e siècle, en ville ou à la campagne, par exemple autour de Berlin ou Glasgow. Les fabriques de chemises de Derry (Irlande du Nord) emploient ainsi 5 000 femmes sur place, plus 15 000 aux alentours [Simonton, 1998]. En 1902, selon l'Inspection du travail, la moitié des 1,3 million d'ouvriers de l'aiguille en France (dont 86 % de femmes) travaillent à domicile. Au même moment, environ 8 % de la population active de Londres, soit 150 000 personnes, produisent des vêtements à domicile. Nancy Green [1994] parle de « chaîne de montage dispersée ».

Dans ce contexte, la machine à coudre, brevetée en 1830 par le Français Barthélémy Thimonnier, change radicalement les gestes pour une des étapes du travail, mais elle n'élimine pas le travail manuel. Le « cousu main » reste un standard de qualité non seulement pour les produits les plus chers, mais, encore dans le premier XX^e siècle, pour toute la lingerie féminine.

Les tâches de finition restent donc manuelles et l'une des voies de la prolétarianisation est la multiplication des « ouvriers » : de grands ateliers de couture de lingerie à la main, souvent supervisés par des religieuses, qui regroupent des jeunes femmes souvent orphelines ou pauvres (les prisons féminines comptent aussi des ateliers de couture).

Parallèlement, la machine à coudre est associée à des organisations du travail très diverses. Le vêtement masculin, plus standardisé, est parfois produit dans de très grandes usines, comme à Leeds, où la main-d'œuvre la moins payée est féminine. Les grands magasins développent dans certaines villes des ateliers avec quelques centaines de couturières. Toutefois, les fabricants de machine à coudre parviennent surtout, à grand renfort de publicité et en proposant des formes nouvelles de crédit, à vendre à des couturières qui travaillent seules chez elles, en général pour un seul donneur d'ordre : soit un industriel, soit un intermédiaire chargé d'organiser la production dispersée (appelé *façonnier*, *entrepreneuse*, etc.). Les machines se répandent ainsi très largement dès les années 1860. D'abord critiquées par des médecins, elles sont ensuite vendues comme l'outil d'une conciliation entre soin du foyer et travail d'appoint, avant d'être associées au *sweating system*. Ce terme, introduit en 1850 par le romancier anglais Charles Kingsley, désigne l'exploitation du travail à domicile, principalement féminin, qui fait l'objet de campagnes de dénonciation dans tous les pays dans les années 1890 et 1900.

Deux modes d'organisation de la couture échappent à la prolétarianisation des ouvriers, des usines et du *sweating system*. D'une part, il s'agit de la haute couture, secteur économique important dans certaines villes – employant 10 000 couturières à Paris vers 1900 comme vers 1920, soit environ le quart des ouvrières de l'aiguille, et important aussi à Turin, notamment. Les *midinettes* gagnent 5 francs par jour, comme les ouvriers les moins bien payés, beaucoup plus que la plupart des femmes ; elles obtiennent des congés payés dès 1920. Les patrons de la haute couture ont, eux, créé une chambre syndicale distincte en 1910. D'autre part, dans les villes petites et moyennes se maintiennent des couturières indépendantes, avec des ateliers d'une dizaine d'ouvrières et apprenties, qui travaillent pour la bourgeoisie locale. Dans les deux cas, le métier est plutôt bien considéré, mais très rares sont celles qui peuvent en faire une carrière : on y entre vers 13 ans pour le quitter en se mariant. Ateliers plus grands et usines sont également, en général, réservés aux jeunes célibataires (des usines du Nord de la France et d'Allemagne font exception).

Les femmes mariées ou veuves sont, elles, de plus en plus cantonnées au travail à domicile, quelle que soit leur qualification. Dans les villes où celui-ci est très répandu, comme Paris, ce sont de plus en plus des immigrées récentes qui l'exercent : Allemandes ou Belges, puis à partir de la fin du XIX^e siècle Juives d'Europe de l'Est (comme à Londres), rejointes dans l'entre-deux-guerres par des séfarades, Italiennes et Arméniennes. À l'inverse, en Angleterre, vers 1850, les couturières étaient prises comme exemple de femmes « redondantes » qu'il serait bon d'envoyer en Australie ou au Canada [Rogers, 1997]. Plus tard, les nombreuses Italiennes du Sud qui émigrent à New York dans l'entre-deux-guerres y travaillent massivement dans des *sweatshops*, où les avaient précédées des Irlandaises et Allemandes [Guglielmo, 2010].

Alors que les discours de l'époque évoquent souvent le travail à domicile comme un simple complément des revenus du mari, il est en réalité, malgré les bas salaires, un élément crucial des budgets des ménages. Il peut intéresser ces femmes dans la mesure où il permet de garder les enfants et ne nécessite pas de parler la langue du pays ; mais il est surtout bien pratique pour des employeurs qui n'ont pas à fournir le local, l'éclairage, la machine, etc. La rémunération aux pièces fait office de « contremaître invisible » pour imposer de longues heures de travail. Si ce travail est de plus en plus identifié aux femmes étrangères, qui n'y sont pourtant qu'une grosse minorité, c'est surtout que personne d'autre n'en veut [Green, 1994].

Objets et sujets de luttes sociales

Dans toute l'Europe, la période est à la promotion du modèle du *male breadwinner* (plus tardive et moins forte en France toutefois) : un ménage où l'homme ramène le salaire faisant vivre les autres membres. Les syndicats ouvriers n'échappent pas à cette idéologie ; ceux des tailleurs critiquent, notamment en Angleterre et en Allemagne, l'arrivée des femmes dans le métier.

Certaines couturières s'organisent en parallèle. Dans les années 1830, elles sont ainsi le groupe ouvrier le plus nombreux parmi les saint-simoniens et publient leur propre journal ; en 1848, certaines créent des ateliers coopératifs. Elles réclament l'autonomie vis-à-vis des hommes, mais leur organisation collective est freinée par les hiérarchies internes au métier [Scott, 1984]. À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, lorsqu'il est question de représenter tous les métiers ouvriers dans des confédérations (socialistes ou chrétiennes), voire des assemblées élues, le fait que celui de couturière ne soit pas mixte donne une visibilité inédite à des femmes. Les premières femmes élues en France le sont ainsi dans les conseils de prud'hommes, en 1908, et la plupart sont des couturières ; Jeanne Bouvier siège au Conseil supérieur du travail. Les grèves de 1910 et 1911, 1917, puis 1935 sont particulièrement visibles – les midinettes de 1917 surprennent les journalistes par leur élégance et elles obtiennent la « semaine anglaise » (pas de travail le samedi après-midi ni le dimanche) [Coffin, 1996].

Toutefois, avant 1905, les couturières étaient plus souvent l'objet que le sujet de discours. En Angleterre, les discours des années 1840 présentaient la couture comme un secteur traditionnel en déclin et la couturière comme une « esclave blanche ». Ceux des années 1890 ont une forte composante antisémite et relèvent plus généralement d'une panique morale face à l'exploitation de femmes au sein même du foyer, avec des conséquences délétères sur leurs enfants, mais aussi sur les consommatrices (les vêtements sont suspectés de transmettre des microbes). Le même discours se retrouve dans les autres pays du côté des réformateurs sociaux : associations philanthropiques et féministes bourgeoises, notamment. Ces mouvements plaident pour un comportement plus responsable des consommatrices, permettant de limiter le chômage saisonnier. Ils demandent aussi l'extension au travail à domicile des récentes lois sociales, qui protègent les femmes et les enfants ou les ouvriers en général, mais exclusivement dans les usines. C'est seulement après 1905 que les discussions autour du travail à domicile s'infléchissent partout en Europe, s'éloignant de la déploration du travail féminin et se centrant sur la question salariale [Rogers, 1997, Blackburn, 2002, Chessel, 2011]. En Angleterre, le *Trade Boards Act*, en 1909, introduit un salaire minimum dans quatre secteurs, dont la confection – comme le fait la loi française de 1915 sur le travail à domicile dans le vêtement [Avrane, 2013]. Quels sont les effets de ces lois, difficiles à appliquer ? Le travail à domicile paraît décliner un peu partout dans l'entre-deux-guerres, mais cela peut venir d'un sous-enregistrement croissant. La lutte pour les mêmes droits sociaux que les autres ouvrières continue en France sous le Front populaire.

L'atelier comme lieu de rencontre entre classes

On parle ainsi beaucoup des couturières entre 1840 et 1910 ; les représentations artistiques se nourrissent des enquêtes sociales et parlementaires, et vice versa. Plus rares sont les écrits préservés de couturières, mais, pour l'entre-deux-guerres, des travaux d'histoire orale permettent de comprendre ce que représente l'atelier de couture pour les ouvrières [Verdier, 1979, Maher, 1987, El Amrani, 2004]. C'est à la fois un lieu de formation à la féminité et au bon goût qui y est associé (lié au voyage à Paris) et un espace liminal entre classes sociales. Les couturières, logées dans les quartiers populaires, y rencontrent des clientes bourgeoises qu'elles peuvent railler ; elles peuvent aussi s'inspirer de leurs vêtements et autres pratiques et jouent ainsi un rôle important dans la transmission et traduction de normes de consommation.

Version préliminaire de : Claire Lemerrier, « Les couturières », in Marion Fontaine, François Jarrige et Nicolas Patin (éd.), *Le travail en Europe occidentale, 1830-1939*, Neuilly-sur-Seine, Atlande, 2020, p. 491-497.

Bibliographie :

- Anaïs Albert, « Les midinettes parisiennes à la Belle Époque : bon goût ou mauvais genre ? », *Histoire, économie & société*, vol. 32, n° 3, 2013, p. 61-74.
- Colette Avrane, *Ouvrières à domicile. Le combat pour un salaire minimum sous la Troisième République*, Rennes, Presses Universitaire de Rennes, 2013.
- Sheila C. Blackburn, « “Princesses and Sweated-Wage Slaves Go Well Together”: Images of British Sweated Workers, 1843-1914 », *International Labor and Working-Class History*, n° 61, 2002, p. 24-44.
- Manuel Charpy, « Piqué-machine et cousu-main. Succès et rejets de la machine à coudre dans la confection au XIXe siècle », *Les Cahiers d’Adiamos 89*, n° 16, 2018, p. 67-112.
- Marie-Emmanuelle Chessel, « Le genre de la consommation en 1900. Autour de la Ligue sociale d’acheteurs », *L’Année sociologique*, vol. 61, n° 1, 2011, p. 125-149.
- Edelstein T. J., « They Sang “The Song of the Shirt”: The Visual Iconology of the Seamstress », *Victorian Studies*, vol. 23, n° 2, 1980, p. 183-210.
- Frédérique El Amrani, « Femmes entre elles. Un atelier de couture à Doué-la-Fontaine durant la première moitié du XXe siècle », *Annales de Bretagne et des Pays de l’Ouest*, vol. 111, n° 2, 2004, p. 167-181.
- Fernando Mendiola Gonzalo, « Renovarse y morir. Costureras y lavanderas, dos estrategias familiares diferentes en los inicios de la industrialización (Pamplona, 1840-1930) », in Francisco Javier Capistegui Gorasurreta (dir.), *Mito y realidad en la historia de Navarra - vol. 1*, Pamplona, Sociedad de Estudios Históricos de Navarra, 1998, p. 317-331.
- Judith G. Coffin, *The Politics of Women’s Work. The Paris Garment Trades, 1750-1915*, Princeton, Princeton University Press, 1996.
- Nancy L. Green, « La main-d’œuvre immigrée et l’industrie du vêtement. Au-delà de la culture et du capital », *Sociologie du Travail*, 36-2, 1994, p. 165-184.
- Jennifer Guglielmo, *Living the Revolution: Italian Women’s Resistance and Radicalism in New York City, 1880-1945*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2010.
- Antoine Prost, « Mariage, jeunesse et société à Orléans en 1911 », *Annales ESC*, vol. 36, n° 4, 1981, p. 672-701.
- Helen Rogers, « “The Good Are Not Always Powerful, nor the Powerful Always Good”: The Politics of Women’s Needlework in Mid-Victorian London », *Victorian Studies*, vol. 40, n° 4, 1997, p. 589-623.
- Joan W. Scott, « Men and women in the Parisian garment trades: Discussions of family and work in the 1830s and 1840s », in Pat Thane, Geoffrey Crossick et Roderick Floud (dir.), *The Power of the Past: Essays for Eric Hobsbawm*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, p. 67-94.
- Vanessa Maher, « Sewing the Seams of Society: Dressmakers and Seamstresses in Turin Between the Wars », in Jane Fishburne Collier et Sylvia Junko Yanagisako (dir.), *Gender and Kinship: Essays toward a Unified Analysis*, Stanford, Stanford University Press, 1987, p. 132-159.
- Deborah Simonton, *A History of European Women’s Work, 1700 to the Present*, Londres, New York, Routledge, 1998.
- Yvonne Verdier, *Façons de dire, façons de faire. La laveuse, la couturière, la cuisinière*, Paris, Gallimard, 1979.